

Quoi de neuf, chercheur(s) ? Les politiques locales de l'habitat en question

17 novembre 2016

Atelier 4. La mixité sociale, enjeu des politiques locales de l'habitat : quels attendus, quels effets, quelles perspectives ?

- État de la question : **Marie-Christine Jaillet**, directrice de recherche au CNRS
- Grand-témoin : **Joël Guilloux**, directeur général de l'APES-DSU, président du réseau Habitat social pour la ville
- Animateur : **Dominique Rousset**, journaliste
- Rédacteur (article publié après la journée) : **Garance Clément**, doctorante ATER, Lab'Urba, Université Paris Est
- Préparation de l'atelier : **Élisabeth Gras** (USH)

Chaque journée « Quoi de neuf, chercheurs ? » est l'occasion pour les acteurs de l'habitat de découvrir de nouveaux travaux de recherche pouvant éclairer leurs problématiques, et pour les chercheurs de mieux appréhender les pratiques et les préoccupations sur le terrain des acteurs de l'habitat. Cette nouvelle journée portera sur la recherche dans le domaine des politiques locales de l'habitat. Elle sera organisée en partenariat avec le Plan urbanisme construction architecture (PUCA) qui en 2015 et 2016 a consacré un cycle de séminaires à ce domaine. Afin de démultiplier les échanges entre acteurs et chercheurs, la journée sera pour l'essentiel organisée en quatre ateliers :

- (1) Comment mieux rapprocher l'offre et la demande de logements : quels nouveaux acteurs, quels nouveaux outils ?
- (2) Les politiques locales de l'habitat dans la singularité et la diversité des territoires : quelles réalités, quels résultats ?
- (3) Comment mieux accompagner la mobilité résidentielle : quels rôles pour les politiques locales de l'habitat ?
- (4) La mixité sociale, enjeu des politiques locales de l'habitat : quels attendus, quels effets, quelles perspectives ?

L'atelier 4 est consacré à la mixité sociale, un principe fondateur des politiques de l'habitat, encore réaffirmé aujourd'hui au travers du projet de loi Égalité & Citoyenneté. C'est d'ailleurs en partie pour mieux parvenir à cet objectif de mixité et de solidarité territoriale que le cadre intercommunal se renforce progressivement comme le lieu d'élaboration et de mise en œuvre des politiques locales de l'habitat. Cette notion continue cependant de susciter régulièrement de nombreuses interrogations que l'atelier se propose de reposer en croisant les regards des chercheurs et des acteurs de l'habitat : Comment définir la mixité sociale ? À quelle échelle ? Cette recherche de la mixité sociale est-elle proprement française ? Quels types de politiques sont mises en œuvre au nom de la mixité sociale et avec quels effets ? Comment se construit le débat local autour de ces enjeux de mixité sociale et de solidarité territoriale ? Comment ces situations de « mixité sociale » sont-elles vécues et perçues par les habitants ?

L'atelier sera organisé en deux parties, permettant de **revenir le matin sur les politiques de l'habitat mises en œuvre au nom de la mixité sociale** (leurs objectifs et modes d'élaboration, la réalité de leur mise en œuvre) et d'**analyser l'après-midi les effets de ces politiques du point de vue de « l'habiter »**.

Séquence du matin (10h30 – 12h15)

Première partie : Quelles politiques locales de l'habitat pour favoriser la mixité sociale et pourquoi ?	
10'	Introduction Dominique Rousset , journaliste
30'	Exposé introductif : « La mixité sociale dans l'habitat : les termes du débat » Marie-Christine Jaillet , directrice de recherche au CNRS <i>L'intervention revient sur l'apparition de cette notion comme principe fondateur des politiques du logement en France et les différentes interrogations qu'elle soulève. Comment la définir ? Faut-il la rechercher et pourquoi ? Qu'apprend-on de la mise en œuvre du principe de mixité dans l'habitat ? Que retenir des travaux de recherche pour l'action ? L'intervention s'intéressera également aux angles morts de la recherche sur une question régulièrement réinstallée à l'ordre du jour des politiques publiques.</i>
15'	Réactions et échanges avec la salle
10'	« Déségréguer la ville : les enseignements de l'expérience des États-Unis » Thomas Kirszbaum , chercheur associé à l'Institut des sciences sociales du politique, ENS Cachan CNRS <i>Les stratégies de déségrégation résidentielle obéissent, aux États-Unis comme en France, à une logique ternaire : mixité endogène par la promotion « sur place » des habitants des quartiers défavorisés, ouverture des autres territoires au logement social et/ou aux populations éligibles ces logements, attraction de « populations nouvelles » dans les quartiers en renouvellement urbain. Chacune de ces orientations stratégiques comporte ses limites et contradictions propres, expliquant les résultats modestes enregistrés dans les deux pays pour déségréguer la ville. Pour éviter les déconvenues et effets pervers associés aux politiques de mixité dans l'habitat, une reconceptualisation est nécessaire qui passe par l'introduction de considérations d'équité envers les ménages ayant le moins de marges de manœuvre résidentielles.</i>
10'	« La mise en œuvre de la loi SRU : la lettre et l'esprit ? L'application de l'article 55 dans les communes du département des Yvelines » Grégoire Fauconnier , doctorant, Lavue (Laboratoire architecture ville urbanisme environnement), École doctorale 395 : milieux, cultures et sociétés du passé et du présent, Université Paris Ouest Nanterre La Défense <i>Cette thèse en cours concerne l'article 55 de la loi SRU qui imposait 20% de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 en Île-de-France) jusqu'au 18 janvier 2013, date à laquelle le seuil minimal a été relevé à 25% par la loi relative à la mobilisation du foncier public et au renforcement des obligations de production de logement social. Pour étudier l'application des dispositions législatives, son travail prend appui sur les communes des Yvelines, département qui présente l'avantage de proposer un large panorama de cas problématiques dont les aspects sociaux, politiques et géographiques se retrouvent ailleurs en France. Son objectif est donc d'observer la façon dont les communes « déficitaires » répondent aux exigences de l'article 55 : respectent-elles non seulement <u>la lettre de la loi</u>, qui les contraint à construire davantage de Hlm, mais aussi <u>l'esprit de la loi</u>, qui vise à accentuer la mixité sociale sur leur territoire en diversifiant la sociologie locale ?</i>
20'	Réactions et échanges avec la salle
10'	Marie-Christine Jaillet et Joël Guilloux Conclusion des débats du matin

Séquence de l'après-midi (13h30 -15h00)

Seconde partie : La mixité sociale à l'épreuve de l' « habiter »	
5'	Dominique Rousset Aperçu des débats du matin
10'	Thèse :
	<p>« Rapport à la mixité sociale et ancrage territorial des classes moyennes en banlieue rouge »</p> <p>Lina Raad, postdoctorante au Lab'Urba, Labex Futurs Urbains, Université de Paris-Est et chercheuse associée à l'UMR Géographie-Cités, équipe Cria</p> <p><i>Depuis les années 1980, l'objectif de mixité sociale est central dans les politiques locales de l'habitat en banlieue rouge ; ces municipalités ont choisi de diversifier l'offre de logements, au sein du parc social mais également en développant le logement privé. A partir d'une enquête auprès de classes moyennes résidant à Saint-Denis et Bagnolet, une typologie a été élaborée pour rendre compte de la complexité et de la diversité des rapports au quartier et à la mixité sociale de ces catégories sociales. Cette typologie distingue cinq catégories aux trajectoires sociales et résidentielles diverses : les « solidaires », les « affirmateurs » et les « contemplateurs » ont un rapport positif à la mixité sociale, tandis qu'à l'inverse, les « promoteurs de la gentrification » et les « démissionnaires » trouvent leur quartier trop populaire.</i></p>
15'	Réactions et échanges avec la salle
10'	Recherche en cours :
	<p>« La socialisation résidentielle au sein des nouveaux quartiers de mixité sociale 'programmée' »</p> <p>Joanie Cayouette-Remblière, chargée de recherche à l'INED</p> <p><i>En réponse à l'injonction de mixité sociale, certains acteurs de l'aménagement du territoire privilégient désormais, lors de la construction de nouveaux quartiers, l'implantation de logements sociaux et de logements privés dans les mêmes programmes immobiliers. Ainsi sortent de terre, depuis le début des années 2000, ce que je propose d'appeler des « nouveaux quartiers de mixité sociale programmée », tant parce qu'ils sont entièrement neufs que parce qu'ils ont été pensés pour créer une mixité sociale, en réservant entre 25 et 50 % des logements au secteur social. Or, Chamboredon et Lemaire ont montré dès 1970 que la proximité spatiale peut rimer avec distance sociale. Dans ces conditions, comment s'organise la mise en présence de populations différentes ? Cette communication sera l'occasion de présenter une enquête en cours sur deux nouveaux quartiers de mixité sociale programmée. Elle s'articulera en deux temps. D'abord, il s'agira d'interroger, à partir d'une analyse des données du recensement à l'échelle de l'IRIS, la spécificité de ces nouveaux quartiers et des habitants qui s'y installent. Ensuite, en nous appuyant sur une enquête par questionnaires auprès d'habitants de différentes catégories sociales de ces quartiers, nous retracerons les réseaux de voisinage qui y émergent.</i></p>
15'	Réactions et échanges avec la salle
10'	Thèse en cours :
	<p>« Résistances et ressorts affinitaires dans la ville. Trajectoires de ménages pauvres d'origine étrangère à Paris »</p> <p>Yannick Henrio, doctorant, École doctorale en Sciences Sociales ED 401, Centre de recherche sur l'habitat (CRH), UMR CNRS 7218, LAVUE (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement), Université de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis</p> <p><i>L'étude des carrières urbaines des ménages pauvres d'origine étrangère au travers de leur installation dans un quartier et de leurs pratiques en matière de logement, semble à même de mettre à jour des formes de luttes et des rapports sociaux nouveaux ou renouvelés. Ainsi le</i></p>

	<p>logement, et non plus seulement le travail, devient une entrée de plus en plus adaptée pour l'analyse des enjeux et des tensions qui traversent nos sociétés urbaines. L'hypothèse principale est que les ménages pauvres et d'origine étrangère bénéficieraient de ressorts particuliers, de structures sociales et économiques propres qui leur permettent de résister aux transformations urbaines. À ceci s'ajoute la capacité à nouer des alliances avec d'autres habitants, précarisés ou non et à développer des solidarités qui ne sont pas forcément « communautaires » au sens du groupe d'origine, mais qui puisent aussi dans des valeurs et des intérêts communs. « Dans le débat politique français actuel, il semble acquis que la ségrégation est un mal qu'il faut combattre, et que la mixité sociale est la solution qu'il faut encourager » (E.Préteceille, 2004). Afin de questionner la tentation récente de la « diabolisation du communautarisme » (E. Préteceille, 2004), nous proposons, par des éléments empiriques susceptibles de dépasser un débat souvent polémique, de mener l'enquête sur la nature des moyens et ressources mis en œuvre, ainsi que sur les formes de mobilisations, d'alliances et de solidarités.</p>
15'	Réactions et échanges avec la salle
10'	<p>Marie-Christine Jaillet et Joël Guilloux</p> <p>Conclusions (pistes pouvant être suivies, idées fortes, perspectives de travail)</p>

Ressources :

Autres recherches sur cette thématique identifiées à l'occasion de la réalisation du **panorama 2016** de la recherche publié pour cette journée :

- Claire Aragau, Claire Carriou (Université Paris Ouest Nanterre la Défense) : Deux ateliers étudiants centrés sur la compréhension de l'habiter : « Habiter un territoire agri-urbain : quelles implications, quelles formes d'engagement ? » et « Habiter un logement neuf à Nanterre : comprendre une expérience résidentielle »
- Clément Boisseuil (Centre d'études européennes, UMR 8239, Sciences-Po Paris) : Mettre en œuvre la mixité sociale par la rénovation urbaine : un regard croisé sur les métropoles de Paris et Chicago (Thèse en cours)
- Grégoire Fauconnier (Université Paris-Ouest Nanterre La Défense) : La mise en œuvre de la loi SRU : la lettre et l'esprit ? L'application de l'article 55 dans les communes du département des Yvelines (Thèse en cours)
- Pierre Gilbert (Centre Max Weber) : Les classes populaires à l'épreuve de la rénovation urbaine. Une sociologie du changement social dans les cités Hlm (Thèse)
- Magdalena Gorczynska (Géographie Cités) : Mixité sociale planifiée et ségrégation sociale. Politique de mixité sociale dans l'espace métropolitain de Paris
- Yannick Henrio (UMR CNRS 7218, LAVUE, Université de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis) : Résistances et ressorts affinitaires dans la ville. Trajectoires de ménages pauvres d'origine étrangère à Paris (Thèse en cours)
- Thomas Kirsbaum (ENS Cachan, CNRS) : Promouvoir le logement social dans les communes déficitaires : les facteurs influençant les (non) décisions locales en France et aux Etats Unis (Projet de recherche)
- Anne Labit (UMR Citeres-Tours) : L'habitat participatif : quelles conditions pour une véritable mixité sociale ?
- Lina Raad (Géographie-Cités) : Transformations sociales en banlieue rouge. Politiques locales, stratégies résidentielles et inscription territoriale des classes moyennes (Thèse)

Recherches repérées dans le cadre des **panoramas précédents** (archivées sur : <http://www.acteursdelhabitat.com/-Le-panorama-des-recherches>) :

- Serigne Touba Mbacké Gueye (CURAPP-ESS, Université de Picardie Jules-Verne) : La politique du logement social en France et au Québec (Canada) entre 1990 et 2008. Les enjeux de la mixité (Thèse soutenue en 2012)
- Lydie Launay (LAVUE, Université Paris Ouest Nanterre La Défense) : Les politiques de mixité par l'habitat à l'épreuve des rapports résidentiels. Quartiers populaires et beaux quartiers à Paris et à Londres (Thèse soutenue en 2011)
- Emilie Saint-Macary (Lab'Urba, Université Paris Est Créteil) : Mixité sociale et diversité de l'habitat : l'investissement d'acteurs privés dans les opérations de rénovation urbaine (Thèse soutenue en 2011)